Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE DIJON

R E C E P I S S E D E D E P O T

BP 69
21072 DIJON CEDEX
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS REGISTRE DU COMMERCE - FAILLITES -
BILANS : MINITEL 08.36.29.11.22.

BOURGOGNE ENVIRONNEMENT

ROUTE DE FONTENAY

21500 MARMAGNE

V/REF :
N/REF : 97 B 220 / A-211

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE DIJON CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 17/01/2002, SOUS LE NUMERO A-211,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 15/10/2001
STATUTS MIS A JOUR

AUGMENTATION DU CAPITAL
CONVERSION DU CAPITAL SOCIAL EN EUROS
TRANSFERT DU SIEGE A ROUTE DE FONTENAY 21500 MARMAGNE

... CONCERNANT LA SOCIETE
BOURGOGNE ENVIRONNEMENT
STE A RESPONSABILITE LIMITEE
ROUTE DE FONTENAY
21500 MARMAGNE

R.C.S DIJON 389 188 004 (97 B 220)

LE GREFFIER

TRIBUNAL DE COMMERCE DE DIJON (Côte d'Or)

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon
17 JAN. 2002
sous le n° A

BOURGOGNE ENVIRONNEMENT
Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
au capital de F. 50000
Siège Social : Moulin de Pothières - 21400 POTHIERES
R.C.S. DIJON B 389 188 004

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 15 OCTOBRE 2001

L'an deux mille un, le 15 octobre, à 10 heures,

Au siège social Moulin de Pothières – 21400 POTHIERES,

Monsieur Jean-François HERARD, demeurant « Moulin de Pothières » - 21400 POTHIERES,

Associé unique et seul gérant de la société BOURGOGNE ENVIRONNEMENT,

A pris les décisions suivantes :

- Transfert du siège social,
- Conversion du capital social en euros,
- Augmentation du capital social d'une somme de 32377.55 euros par élévation de la valeur nominale des parts sociales et incorporation de réserves,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide de transférer le siège social de Moulin de Pothières, 21400 POTHIERES à Route de Fontenay - 21500 MARMAGNE à compter de ce jour.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide de convertir en unités euro la valeur nominale des 500 parts composant le capital social qui s'élève actuellement à 100 F, par application du taux officiel de conversion qui s'élève à un euro pour 6,55957 francs.

La valeur nominale ressort ainsi à 15.24 euros.

TROISIEME DECISION

L'associé unique décide d'élever la valeur nominale des 500 parts composant le capital social d'une somme de 64.76 euros, laquelle passe de 15.24 euros à 80 euros, et d'augmenter en conséquence le capital social d'un montant global de 32377.55 euros, pour le porter de 7622.45 euros à 40000 euros, par incorporation de la somme de 32377.55 euros prélevée sur le compte « Réserves diverses ».

L'associé unique constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide de modifier les articles 4, 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Route de Fontenay - 21500 MARMAGNE.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport de cinquante mille francs (50000 F) représentant des apports en numéraire.

Suivant décision de l'associé unique en date du 15 octobre 2001, le capital social a été converti en unités euro et augmenté d'une somme de 32377.55 euros par incorporation de réserves, pour être porté à 40000 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à quarante mille euros (40000 €).

Il est divisé en 500 parts sociales de 80 € chacune, numérotées de 1 à 500, entièrement libérées, attribuées en totalité à l'associé unique.

CINQUIEME DECISION

L'associé(e) unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Jean-François HERARD

HÔTEL DES IMPÔTS
RECETTE
17, rue de Selle - BP 62
21402 CHÂTILLON-SUR-SEINE CEDEX
Téléphone : 03 80 91 03 92
Télécopie : 03 80 91 19 38
20 F
98 SK81091

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon
le
sous le n° A

BOURGOGNE ENVIRONNEMENT
Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
au capital de F. 50000
Siège Social : Moulin de Pothières - 21400 POTHIERES
R.C.S. DIJON B 389 188 004

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 15 OCTOBRE 2001

L'an deux mille un, le 15 octobre, à 10 heures,

Au siège social Moulin de Pothières – 21400 POTHIERES,

Monsieur Jean-François HERARD, demeurant « Moulin de Pothières » - 21400 POTHIERES,

Associé unique et seul gérant de la société BOURGOGNE ENVIRONNEMENT,

A pris les décisions suivantes :

- Transfert du siège social,
- Conversion du capital social en euros,
- Augmentation du capital social d'une somme de 32377.55 euros par élévation de la valeur nominale des parts sociales et incorporation de réserves,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide de transférer le siège social de Moulin de Pothières, 21400 POTHIERES à Route de Fontenay - 21500 MARMAGNE à compter de ce jour.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide de convertir en unités euro la valeur nominale des 500 parts composant le capital social qui s'élève actuellement à 100 F, par application du taux officiel de conversion qui s'élève à un euro pour 6,55957 francs.

La valeur nominale ressort ainsi à 15.24 euros.

FACE ANNULEE ART. 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

HÔTEL DES IMPÔTS
RECETTE
17 Rue de Seine
21402 CHATILLON-S-SEINE CEDEX
Téléphone : 03 80 91 03 92
Télécopie : 03 80 91 19 38

TROISIEME DECISION

L'associé unique décide d'élever la valeur nominale des 500 parts composant le capital social d'une somme de 64.76 euros, laquelle passe de 15.24 euros à 80 euros, et d'augmenter en conséquence le capital social d'un montant global de 32377.55 euros, pour le porter de 7622.45 euros à 40000 euros, par incorporation de la somme de 32377.55 euros prélevée sur le compte « Réserves diverses ».

L'associé unique constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide de modifier les articles 4, 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Route de Fontenay - 21500 MARMAGNE.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport de cinquante mille francs (50000 F) représentant des apports en numéraire.

Suivant décision de l'associé unique en date du 15 octobre 2001, le capital social a été converti en unités euro et augmenté d'une somme de 32377.55 euros par incorporation de réserves, pour être porté à 40000 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à quarante mille euros (40000 €).

Il est divisé en 500 parts sociales de 80 € chacune, numérotées de 1 à 500, entièrement libérées, attribuées en totalité à l'associé unique.

CINQUIEME DECISION

L'associé(e) unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Droit Fixe = 1500 F
Enregistré à SAINT-JEAN-DE-LOSNE
le 24/10/2007 92 195/2 vol. 456
Reçu : mille cinq cents francs

Jean-François HERARD

FACE ANNULEE ART. 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon le 7 NOV. 2002
sous le n° A
le

BOURGOGNE ENVIRONNEMENT

Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
au capital de €. 40 000
Siège Social : Route de Fontenay - 21500 MARMAGNE
R.C.S. DIJON B 389 188 004

STATUTS

Mis à jour au 15 octobre 2001

Page modifiée le 30.06.1998

Le soussigné Jean-François HERARD
Demeurant à Moulin de Pothières (21),
Epoux de Madame Nadine HEINY également soussignée,
Nés, Monsieur à TROYES (10), le 29 septembre 1955,
Madame à TROYES (10), le 28 janvier 1957,
Mariés à Saint Julien les Vilas (10) le 28 mai 1977, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts.

Le conjoint intervenant aux présentes pour donner son consentement à l'apport fait à la société et préciser qu'il ne demande pas à être personnellement associé.

Le conjoint qui ne participe pas à l'activité professionnelle dont dépendent les biens qui seront ci-après apportés et qui font partie de la communauté, a été averti de cet apport.

Le conjoint a notifié son refus d'être personnellement associé.

Agissant en qualité d'associé unique et déclarant ne pas être associé unique d'une autre société à responsabilité limitée, a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée présentement créée.

ARTICLE 1 - FORME

La société instituée est une société à responsabilité limitée.

Elle a été constituée par acte établi sous seing privé à Moulin de Pothières (21) le 28 octobre 1992.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée : "BOURGOGNE ENVIRONNEMENT".

Dans tous documents émanants de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet en France et dans tous pays :

I - L'ensemble des activités relatives à la propreté urbaine et à la préservation de l'environnement :
- Collecte, transport et traitement de déchets ménagers et industriels.
- Balayage, nettoyage, assainissement.
- Vente et location de tout matériel adapté aux activités sus-énoncées.
- Conseil en gestion et traitement des déchets.
- Recherche et mise en exploitation, ou à disposition de tiers de terrain pour création de Centre d'Enfouissement Technique (C.E.T.).
- Nettoyage de locaux, d'immeubles, lavages de vitres, nettoyage de sols & décapage.
- Fabrication, achat, vente en gros et au détail de produits raticides et insecticides, destructions d'animaux nuisibles.

II - Toutes prestations de services aux entreprises dans le domaine de la messagerie postale :
- Distribution, levée pour les poster, de toutes correspondances postales, colis, chronoposts, plis recommandés... et d'une manière générale, de tout objet acheminé par les services de la Poste.
- Affranchissement des courriers pour le compte de tiers.

- Bureautique, réalisation de photocopies & scanners, rédaction de courriers, dactylographie, affranchissement, vente d'emballage, emballage, papeterie, point phone, fax.
- Ouverture de boutique.

Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Route de Fontenay - 21500 MARMAGNE.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 50 années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport de cinquante mille francs (50000 F) représentant des apports en numéraire.

Suivant décision de l'associé unique en date du 15 octobre 2001, le capital social a été converti en unités euro et augmenté d'une somme de 32377.55 euros par incorporation de réserves, pour être porté à 40000 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à quarante mille euros (40000 €).

Il est divisé en 500 parts sociales de 80 euros chacune, numérotées de 1 à 500, entièrement libérées, attribuées en totalité à l'associé unique.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement l'associé responsable, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, celui-ci ne supporte les pertes que jusqu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent, dans quelques mains qu'elles passent, chaque part sociale conférant à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social et une voix dans tous les votes.

En cas de démembrement de la propriété des parts, le nu-propriétaire a seul la qualité d'associé et prend toutes décisions conformément aux dispositions de l'article 13, sauf en ce qui concerne l'affectation des résultats qui est décidée par l'usufruitier auquel la gérance doit, à cet effet, présenter les comptes comme au nu-propriétaire non gérant.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES PARTS

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous seing privé. Elle est rendue opposable à la société et aux tiers dans les formes prévues par la loi.

En cas de décès de l'associé unique, ses parts se transmettent à ses héritiers et ayants droit.

En cas de dissolution de la communauté de biens par le décès du conjoint de l'associé unique, les parts se transmettent aux héritiers et ayants droit du défunt s'ils sont agréés par l'associé. A cet effet, ils doivent présenter leur demande d'agrément, justifier de leur état civil et de leurs qualités à la gérance dans les meilleurs délais

L'associé unique peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande des intéressés. S'il n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la demande, l'agrément est réputé acquis. Si l'associé a refusé son agrément, il doit, dans le délai de trois mois du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

Si les héritiers et ayants droit y consentent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

La notification de la demande d'agrément et celle de la décision de l'associé unique sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si aucune des solutions prévues ci-dessus n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

La liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé unique des parts sociales que s'il est agréé. La procédure d'agrément est soumise aux conditions ci-dessus prévues. A défaut d'agrément, les parts doivent être rachetées dans les conditions susvisées.

Si les parts deviennent en totalité la propriété d'une personne morale, elles sont transmises aux ayants droit de celle-ci lors de sa disparition.

ARTICLE 10 - DECES - INCAPACITE - INTERDICTION DE GERER - LIQUIDATION JUDICIAIRE - FAILLITE PERSONNELLE DE L'ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle de l'associé n'entraîne pas la dissolution de la société.

ARTICLE 11 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES GERANTS ET ASSOCIE

Les conventions conclues entre la société et l'associé unique doivent être mentionnées dans le registre des délibérations.

Les conventions conclues entre la société et un gérant non associé font l'objet d'un rapport spécial du commissaire aux comptes de la société, sur lequel statue l'associé unique.

S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues entre la société et un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément associé ou gérant non associé de la société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants, à l'associé personne physique ou aux représentants légaux de la personne morale associée de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également à leurs conjoint, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 12 - GERANCE

Pour administrer la société, l'associé unique désigne, pour une durée limitée ou non, un ou plusieurs gérants, personnes physiques.

Les gérants sont toujours révocables par l'associé unique. Si la révocation est demandée sans justes motifs, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. En outre les gérants sont révocables par les Tribunaux pour cause légitime, à la demande de l'associé unique.

L'incapacité, l'interdiction de gérer, la mise en règlement amiable, en redressement ou en liquidation judiciaires ou la faillite personnelle du gérant non associé entraîne cessation immédiate de ses fonctions.

Tout gérant non associé peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant l'associé unique trois mois au moins à l'avance.

Chaque gérant a droit à un traitement, fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel, déterminé par l'associé unique. Il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Chacun des gérants engage la société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec l'associé et à titre de mesure d'ordre intérieur, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément -sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue- pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par l'associé, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise de participation dans ces sociétés, ne peuvent être réalisés ou consentis qu'avec l'autorisation de l'associé, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs puisse être opposée aux tiers.

Sauf dispositions contraires de la décision qui les nomme, les gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales. Chacun d'eux ne peut, sans y avoir été préalablement autorisé par l'associé unique, faire pour son compte personnel ou pour celui de tiers aucune opération entrant dans l'objet social, ni occuper un emploi quelconque dans une entreprise concurrente.

Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

L'associé unique, personne physique, peut exercer lui-même les fonctions de gérant.

ARTICLE 13 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique exerce les pouvoirs que les dispositions légales et réglementaires relatives aux sociétés à responsabilité limitée dont le capital est la propriété de plusieurs associés réservent à l'assemblée.

Il peut décider la modification des statuts dans toutes leurs dispositions, à l'exception de la transformation de la société si la nouvelle forme requiert l'existence de plusieurs associés.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'associé unique statue sur les comptes et l'affectation des résultats. Si l'associé unique n'est pas le seul gérant, les documents prévus par la réglementation seront communiqués dans les délais impartis.

Il ne peut déléguer les pouvoirs qu'il détient en sa qualité d'associé. Les décisions qu'il prend aux lieu et place de l'assemblée sont répertoriées dans un registre.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des prélèvements prévus ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice distribuable peut, en tout ou en partie, être reporté à nouveau,être affecté à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou être appréhendé par l'associé unique à titre de dividende.

En outre, l'associé unique peut décider de s'attribuer des sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition. En ce cas, il est indiqué les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 16 - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Selon les conditions légales, le contrôle des comptes est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'associé unique et qui accomplissent leur mission générale et les missions spéciales que la loi leur confie.

ARTICLE 17 - DROIT DE COMMUNICATION

S'il n'exerce pas lui-même la gérance, l'associé unique a, sur tous documents sociaux, un droit de communication permanent qui lui assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de ses droits.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

Les contestations sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 19 - REFERENCE A LA LOI

Pour le surplus, il est fait référence, en tant qu'elle s'applique à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, à la réglementation des sociétés à responsabilité limitée, notamment aux articles 1832 et suivants du code civil, à la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et au décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 20 - PERTE DU CARACTERE UNIPERSONNEL DE LA SOCIETE

L'existence de plusieurs associés entraîne la disparition du caractère unipersonnel de la société. Telle est la conséquence notamment de la survenance d'une indivision sur les parts sociales, en pleine propriété ou en nue propriété, chaque indivisaire, à condition d'être agréé le cas échéant, ayant la qualité d'associé.

La société se trouvera régie par la réglementation propre aux sociétés à responsabilité limitée dont le capital est la propriété de plusieurs associés,ainsi que par les dispositions ci-dessus établies pour autant qu'elles ne sont pas spécifiques à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ni contraires aux articles 21 à 26 ci-après qui lui seront spécialement applicables sans préjudice de la faculté laissée alors aux associés de modifier les statuts.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES

Les pouvoirs dévolus, dans le cadre de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, à l'associé unique en cette qualité, sont exercés par la collectivité des associés.

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés. Toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires.

Les procès-verbaux sont établis et signés dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 22 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 23 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL - EXISTENCE DE ROMPUS

Les augmentations de capital par attribution de parts gratuites, l'échange de parts consécutif à une opération de fusion ou de scission, de regroupement ou de division, les réductions de capital par réduction du nombre de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales doit être agréée dans les conditions fixées à l'article 25.

ARTICLE 24 - PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Pour les parts dont la propriété est démembrée, le droit de vote appartient au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 25 - TRANSMISSION DES PARTS

Les parts se transmettent librement à titre gratuit ou onéreux entre associés,entre ascendants et descendants et entre conjoints. Elles ne peuvent être transmises à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, ces majorités étant déterminées compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. Les dispositions légales et réglementaires relatives à la procédure d'agrément et au refus d'agrément sont applicables.

En cas de décès d'un associé, ses parts sont librement transmises à ses héritiers ou ayants droit. Elles sont aussi librement transmissibles en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, que cette liquidation intervienne du vivant des époux ou au décès de l'un d'eux.

Les parts sont également librement transmises en cas de fusion ou de scission d'une personne morale associée ainsi qu'en cas de dissolution de la société associée après réunion de toutes les parts en une seule main. Toutes autres transmissions ayant leur origine dans la disparition de la personnalité morale d'un associé sont soumises à agrément à moins qu'elles n'en soient dispensées parce que bénéficiant à des personnes déjà associées.

ARTICLE 26 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Les conventions passées entre la société et ses associés ou gérants sont soumises au contrôle des associés dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Certaines de ces conventions, énoncées par la loi, sont interdites, à peine de nullité du contrat.

ARTICLE 27 - REUNION DE TOUTES LES PARTS DANS UNE MEME MAIN

La société retrouvera son caractère unipersonnel dès la réunion de toutes les parts sociales dans une même main. Elle adoptera à nouveau le fonctionnement d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée selon les dispositions précisées aux articles 1 à 20.

ARTICLE 28 - LES APPORTS A LA SOCIETE

Monsieur Jean-François HERARD a apporté à la société une somme en espèce de 50.000 Francs.

Cette somme a été, dès ce jour, déposée à la banque Société de Banque à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 75024056006.

ARTICLE 29 - NOMINATION DU PREMIER GERANT

Monsieur Jean-François HERARD, associé unique, est gérant de la société.

ARTICLE 30 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES - ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 31 Décembre 1993. En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Il sera passé et souscrit, pour le compte de la société les actes et engagements suivants entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social :

- Acquisition d'un fonds de commerce d'exploitation de décharges et collecte de déchets pour environ 100.000 Francs.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 31 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfice.

ARTICLE 32 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi et spécialement à Monsieur Jean-François HERARD, à l'effet de signer l'avis à insérer dans le journal d'annonces légales.

Fait à MOULIN DE POTHIERES (21)

Le 28 octobre 1992

En 4 originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités requises.

Lu et approuvé
J. Herard

Lu et approuvé
Bon pour acceptation des fonctions de Gérant

certifié conforme
le gérant